

LE RÉGIME INTERNATIONAL DE NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE A L'ÉPREUVE DE L'ASIE

PATRICE JORLAND *

Bien que la guerre froide soit terminée depuis maintenant plus de quinze ans, le ton des analyses portant sur les relations internationales se révèle souvent alarmiste. Le « Grand Moyen-Orient » et les drames de l'Afrique justifieraient ces inquiétudes, mais également la montée en puissance de ce que l'on appelle l'Asie : forte croissance économique, exportations ravageuses, déséquilibres sociaux, ambitions politiques et développement des capacités militaires. Ce seraient en particulier là les causes majeures de l'affaiblissement du régime international de non-prolifération nucléaire. Si le passé récent incite à la vigilance, encore convient-il de bannir les affirmations péremptoires, les jugements unilatéraux et l'instrumentalisation de l'histoire. Le régime international semble plutôt avoir fait preuve de son efficacité. Il peut être renforcé, la question étant de savoir si c'est cela que l'on souhaite ou l'établissement de nouveaux alignements conflictuels.

Bien que l'on ne parvienne pas à la définir, ni à fixer ses limites, l'Asie inquiète. Essentiellement l'Occident. L'un des motifs serait la prolifération des armes de destruction massive, nucléaires en premier lieu, dont elle constituerait le principal responsable. Il faudrait y voir là la cause de l'affaiblissement du régime international de non-prolifération, tel qu'il s'incarne dans le TNP. L'Asie offre, en effet, une large gamme des cas possibles : deux États dotés parties *de jure* (la Russie et la Chine), deux États dotés *de facto* (l'Inde et le Pakistan), un État ayant renoncé à son arsenal nucléaire (le Kazakhstan), de nombreux États post-nucléaires (les dix pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, les républiques d'Asie centrale et la Mongolie, le Bangladesh, le Sri Lanka, le Népal, sans parler des petits ou micro-États que sont le Bhoutan, les Maldives et le Timor-

* HISTORIEN-GÉOGRAPHE

Leste), mais également un État « voyou » (la République Populaire Démocratique de Corée ou Corée du Nord), deux États au moins ayant poursuivi longtemps des programmes secrets (la République de Corée ou Corée du Sud et Taiwan) et un État nucléaire virtuel, le Japon. Pour être complet, on rappellera que les États-Unis sont une puissance asiatique, tout comme ils sont une puissance européenne, et enfin, que c'est d'Asie que rayonnait un réseau international de prolifération clandestine. Ne manque au tableau que le cas israélien, dont le silence sur son arsenal est accepté par la communauté internationale.

A s'envoler vers lui avec des idées simples, l'Orient paraît bien compliqué. Indéniablement, des choses s'y passent dans la sphère économique et sociale, qui modifient de plus en plus fortement les (dés)équilibres mondiaux et y contribuent. La domination de l'Occident qui, à travers ses marchands et ses missionnaires, ses entrepreneurs, ses banquiers et ses colons, ses soldats et ses administrateurs, s'était progressivement établie sur lui arrive à son terme, cinq siècles après Vasco de Gama et une cinquantaine d'années après les premières indépendances politiques. Mais le passé de l'Europe ne risque-t-il pas d'être le futur de l'Asie, avec des rivalités d'autant plus vives que ces États sont peuplés et que leurs populations restent encore pauvres, que les ressources de la planète paraissent finies et que ces pays s'invitent à un banquet ouvert depuis longtemps ? Le poids du passé et les nationalismes d'aujourd'hui augurent mal, assure-t-on, de l'avenir. Aussi la prolifération latérale s'accompagnerait-elle d'une prolifération verticale, d'une course aux armements nucléaires et aux missiles balistiques.

L'analyse de la réalité, et des programmes en cours, incite à un jugement plus pondéré. Le traité de non-prolifération n'a été violé ni par l'Inde ni par le Pakistan, une solution existait à la question du nucléaire nord-coréen, et on y est enfin revenu, les programmes secrets ont été arrêtés et si des considérations de guerre froide n'avaient pas prévalu, le réseau clandestin de l'ingénieur A.Q. Khan aurait été vraisemblablement démantelé depuis un quart de siècle. Les systèmes de contrôle ont été très nettement renforcés depuis 1998 et devraient être efficaces, à condition que l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique dispose de moyens suffisants et d'une autorité indiscutée, à condition également que le TNP soit mis en œuvre dans toutes ses dispositions et par toutes les parties prenantes. Si augmentation des dépenses et des achats d'armements il y a en effet, on rappellera que les dépenses militaires des États-Unis équivalent à celles, cumulées, du reste de la planète et on devra s'interroger sur les orientations de leur grande stratégie.

Un continent nucléaire

L'Asie est un « continent nucléaire » depuis les origines de l'âge atomique, qui s'ouvrit en août 1945 sur les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki. L'usage de ces armes a été envisagé à plusieurs reprises, à l'occasion de certains des conflits et des tensions que connaît ensuite ses peuples : par Dean Acheson et le président Truman dans les premiers semaines de la guerre de Corée, puis au début de 1951 à la demande insistante du général MacArthur, et encore lors de l'accession à la présidence de Dwight Eisenhower ; au Vietnam, afin de sauver le corps expéditionnaire français d'une défaite à Dien Bien Phu, puis au cours de la guerre américaine, par l'administration Nixon, devant l'échec de sa stratégie d'élargissement régional du conflit et d'isolement diplomatique de la République Démocratique du Vietnam ; ou encore lors des « crises » récurrentes dans le détroit de Formose (1954-1955, 1958, 1996). Plus récemment, sous l'appellation *opération 5027* prévoyant le recours à des armes nucléaires tactiques, une nouvelle guerre de Corée se prépara au printemps 1994, qui devait briser le régime de Pyongyang. Les estimations américaines étaient terrifiantes : 1,5 million de morts dont un million de civils coréens, en trois mois, pour un coût évalué à 1000 milliards de dollars.

Deuxième élément, les États dépositaires du traité de non-prolifération ont entreposé ou entreposent des armements sur le continent asiatique. Concernant l'Union soviétique, cela ne souffrait aucune discussion, puisque les moyens déployés à l'est de l'Oural restaient exclusivement sur son territoire. C'est encore le cas aujourd'hui de la Russie, dans la mesure où les 1410 têtes et installations du Kazakhstan ont été rapatriées, ainsi d'ailleurs que les 398 têtes de l'Ukraine et les 81 de la Biélorussie. Il n'en est pas allé de même pour les puissances occidentales : le Royaume-Uni a, pendant un temps, disposé de moyens nucléaires à Singapour, cependant que les États-Unis ont entreposé beaucoup plus durablement des bombes et des missiles dans leurs bases du Japon, de Corée du Sud, de Taiwan et des Philippines. Elles auraient été retirées des Philippines en 1974, de Taiwan en 1976 et de Corée du Sud en 1981 seulement. Le Japon, dont le peuple était affligé d'une « allergie nucléaire » fort compréhensible, énoncera « trois principes non nucléaires » (ne pas fabriquer, ne pas posséder et ne pas entreposer), qui furent cependant contournés. De 1956 à 1966, des têtes furent entreposées à Chichi-jima et à Iwo-jima, deux îles de l'archipel Ogasawara (ou Bonins), avant la rétrocession

de celui-ci au Japon en 1968. Cette année-là toutefois, Washington et Tokyo signèrent un accord secret qui permettait au Pentagone de conserver des entrepôts pouvant recevoir des armes atomiques en cas de troisième guerre mondiale. Un accord semblable fut conclu en 1972, au moment du retour de l'archipel des Ryukyu, où les bases militaires américaines étaient nombreuses et importantes, à Okinawa en particulier. A vrai dire, le dispositif nucléaire était plus ingénieux encore, puisque des éléments étaient également entreposés dans l'archipel principal et que des armes étaient embarquées sur des bâtiments de la VII^e flotte. Pour citer l'un des analystes qui ont retrouvé, dans les archives américaines, les preuves de ces agissements clandestins : « L'histoire nucléaire du Japon d'après la Seconde Guerre mondiale commence à s'éclaircir. Un système complexe avait été édifié pour ménager en apparence les réticences nucléaires des Japonais, mais cela ne signifiait aucunement que l'archipel était à l'abri des effets potentiels d'une guerre nucléaire »¹.

On ne peut savoir quelle est la nature et quel est le nombre des armements embarqués dans des bâtiments de la VII^e flotte (océan Pacifique) et de la V^e recréée en 1995 (océan Indien), ni de ceux entreposés à Guam, territoire américain et base stratégique de première importance, ou à Diego Garcia. Cette île, qui est l'une des 52 constituant l'archipel des Chagos, et administrativement le territoire britannique de l'océan Indien (BIOT), a été cédée en 1966 par Londres, à des fins de défense et pour une période de cinquante ans, ce qui entraîna le déplacement autoritaire de toute la population. La base dispose d'installations aéronavales qui permettent d'accueillir l'US Navy, ainsi que des appareils ravitailleurs, des AWACS et des bombardiers stratégiques B-52. Elle sert également de « prison secrète » au Pentagone. Enfin, les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins sillonnent les deux océans et leurs mers annexes, celle d'Okhotsk constituant à cet égard un sanctuaire pour la Russie.

Un continent sans mécanismes de sécurité collective

La « guerre froide », définie comme un affrontement systémique, mondial et bipolaire, prenant la forme d'une guerre simulée entre

¹ William Arkin, William Burr et Robert Norris : « Where They were », *Bulletin of Atomic Scientists*, novembre-décembre 1999 et « How much Did Japan Know ? », *id.*, janvier-février 2000.

deux superpuissances et les systèmes d'alliances établies par elles, a également structuré l'histoire contemporaine de l'Asie. Il n'est d'ailleurs pas excessif de dire qu'elle a commencé en Asie dès l'été 1945, avec la tentative de refoulement des « révolutions d'août » qui avaient éclaté en Corée, au Vietnam et en Indonésie. Les différences sont cependant considérables entre le système continental établi pendant quatre décennies en Europe et la situation de l'Asie. Six de ces différences méritent d'être évoquées ici :

- La Seconde Guerre mondiale n'est pas terminée, le Japon n'étant pas parvenu à établir avec son ancienne colonie coréenne, ni avec les pays qu'il a cherché à conquérir au cours de la « guerre de quinze ans » (1931-1945), des relations de confiance, c'est-à-dire fondées sur la reconnaissance sincère des actes passés. Il entretient des contentieux territoriaux avec ses trois voisins immédiats, la Russie (« territoires du nord »), les Corées (Tokto ou Takeshima), la Chine (archipel Senkaku ou Daoyu).

- La « guerre froide » ne resta pas simulée en Asie, mais fut particulièrement violente, guerre de Corée et guerres d'Indochine, tant française qu'américaine, sans omettre les massacres de 1965-1967 sur le « second front » indonésien, les guerres contre-révolutionnaires aux Philippines et en Malaisie, ni les opérations secrètes de toutes sortes, du Pamir au détroit de Behring. Bien que l'Afghanistan soit généralement inclus dans le Moyen-Orient, les rivalités, affrontements et conflits qui ont meurtri ce pays depuis les années 1830, et en particulier la guerre par procuration qui y a été menée au lendemain de la révolution du 27 avril 1978, ont relevé, à chaque période, de considérations géopolitiques bien plus vastes, dont l'Asie centrale et l'Asie méridionale étaient les enjeux directs.

- Alors qu'en Europe deux systèmes à peu près similaires d'alliances furent mis en place, l'Asie a été marquée par une corrélation nettement dissymétrique des forces. Si la « pactomanie » américaine aboutissait à la formation de l'ANZUS et de l'OTASE, lesquels formaient une chaîne continue d'encercllement maritime, se prolongeant à l'ouest par le traité de Bagdad, puis le CENTO, et à l'est par le pacte de Rio, chaîne renforcée par les traités bilatéraux conclus par les États-Unis avec leurs clients japonais, sud-coréen, philippin, thaïlandais et taiwanais, et complétée par les accords établis entre le Royaume-Uni et ses dépendances de la péninsule malaise, il n'y avait rien de similaire de l'autre côté, et certainement pas l'équivalent du pacte de Varsovie. Des alliances bilatérales furent conclues par l'Union soviétique, avec la République Populaire de Mongolie, la RPDC, la Chine, l'Inde, les trois pays de l'Indochine,

mais de nature différente, avec des objectifs différents, à des moments différents et, dans certains cas, elles se substituaient à d'autres, tombées en déshérence. Cette dissymétrie fut manifeste pendant la guerre américaine d'Indochine : les États-Unis réunirent sous leur commandement des forces sud-coréennes, thaïlandaises, australiennes et, avec une implication sensiblement inférieure, philippines et néo-zélandaises, les généraux indonésiens agissant de manière indirecte au Cambodge. L'ensemble du dispositif américain du Pacifique fut mobilisé autour des bases au Japon, aux Philippines et en Thaïlande.

- La situation de l'Asie a été marquée par la rupture sino-soviétique. Au duumvirat qui se profilait au début des années cinquante firent suite les différends, les conflits théoriques et politiques, la rupture et l'antagonisme. Les effets en furent considérables pour les autres pays socialistes, les partis communistes et les pays non alignés du continent. Cela permit aux États-Unis d'engager, avec efficacité, de vastes manœuvres dont le voyage de Richard Nixon en Chine devait, en 1972, marquer le coup d'envoi. Ainsi, au lieu d'un système continental bipolaire, se forma un triangle que seuls les États-Unis étaient en mesure de faire jouer à leur avantage. Celui-ci fut exploité à partir de 1978, pendant la « guerre fraîche » qui vit les États-Unis et la Chine se rejoindre pour tenter de « saigner » l'Union soviétique en Afghanistan et le Vietnam face aux « Khmers rouges », après qu'une « leçon » lui eut été infligée par l'armée chinoise sur sa frontière du nord. Si cette aventure fut en réalité un cinglant échec militaire pour ses auteurs, elle infligea des pertes matérielles à la victime et pesa lourdement sur son insertion internationale.

- Comme on le sait, c'est en 1955 à Bandung que le Tiers-Monde affirma son existence politique et prit une position autonome sur les grandes questions internationales. Le mouvement des non-alignés, qui devait voir le jour peu après, réunit plusieurs importants pays asiatiques, l'Inde, l'Indonésie et la Birmanie en premier lieu, et quand bien même les évolutions ultérieures de ces États furent contrastées, New Delhi est restée jusqu'à présent l'une des capitales les plus fermement attachées à ces principes. En d'autres termes, une partie de l'Asie n'accepta pas la bipolarité, ni à l'échelle du continent ni à celle de la planète.

- Enfin, le paradigme de la « guerre froide » a été très souvent surimposé à des questions régionales dont il a fréquemment déformé la nature endogène et obéré la résolution. Il est indéniable par exemple que l'indulgence de leur tuteur américain a permis aux dirigeants japonais d'échapper au devoir de vérité concernant le demi-siècle écoulé entre la première guerre avec la Chine de

1894 et la capitulation d'août 1945. Dans un autre ordre d'idées, mais la liste n'est pas limitative, les problèmes, les tensions et les conflits dont le sous-continent indien a été le théâtre ne relevaient pas, dans leur fond, de l'affrontement systémique international, quand bien même ils ont été replacés dans ce cadre par les initiatives américaines, comme il est autorisé aujourd'hui de le reconnaître.

En conséquence, l'Asie n'a pas connu le système continental antagonique et organisé qui a prévalu en Europe, mais des corrélations beaucoup plus instables et mouvantes. Cela ne signifie aucunement que la fin de la guerre froide n'a pas eu de conséquences en Asie, mais aide à comprendre pourquoi ce continent ne dispose pas de mécanismes de sécurité collective, ni d'instances de concertation à son échelle.

La prolifération latérale en Asie

L'arme nucléaire a été l'un des sujets qui ont conduit à la rupture sino-soviétique. L'aide que l'Union soviétique accordait en matière d'armements atomiques et de missiles fut interrompue, en dépit des engagements antérieurs, et alors que la Chine pouvait ambitionner de tenir, par rapport à l'URSS, un rang comparable au moins à celui du Royaume-Uni dans les relations transatlantiques. A vrai dire, la question du nucléaire ne faisait que cristalliser des divergences croissantes dans l'analyse de la situation internationale, des rapports de force internationaux, des luttes de libération nationale, de la solidarité entre les différentes composantes du mouvement révolutionnaire et, partant, à propos de la stratégie internationale, de la lutte anti-impérialiste et pour la paix. Pékin procédera à un premier essai nucléaire en octobre 1964 et au premier lancement d'un missile balistique l'année suivante. La République populaire de Chine a rejoint le TNP en 1992 et dispose du statut d'État doté de l'arme nucléaire (EDAN), puisque ses premiers essais étaient antérieurs au 1^{er} janvier 1967.

C'est dans le cadre du plan « *Atoms for peace* » lancé en 1954 par l'administration Eisenhower que l'Inde a obtenu un réacteur à eau lourde du Canada, installation qui a fourni le plutonium avec lequel sera lancé son programme militaire. Une usine de retraitement sera inaugurée avec l'aide des États-Unis, mais Washington interrompit en 1965 cette coopération, que relaya alors l'Union soviétique. En 1974, il fut procédé à un essai « pacifique » dans le désert du Rajasthan, lequel sera suivi d'une longue période de retenue. Une salve d'essais sera cependant réalisée les 11 et 13 mai

1998. Le programme pakistanais répond directement au programme indien. Un réacteur de recherche est livré par les États-Unis en 1960, puis, en 1971, un réacteur canadien à l'eau lourde, cependant qu'une unité de retraitement du plutonium est construite avec l'assistance de firmes française (Saint-Gobain Techniques Nouvelles) et belge (Belgonucléaire). Des « explosions froides » furent réalisées en 1985 et, le 28 mai 1998, cinq engins à fission explosèrent sur le site de Chagai, soit autant que lors des précédents essais indiens et, pour marquer le coup, une sixième bombe sera expérimentée deux jours plus tard, en un autre lieu.

Comme indiqué dès l'abord, l'Inde et le Pakistan ne sont pas en violation avec le TNP, puisqu'ils ont constamment refusé de le signer. New Delhi a justifié son attitude par le régime imposé aux pays non dotés au 1^{er} janvier 1967, sans qu'aucune garantie réelle ne fût donnée à sa sécurité et à sa souveraineté, menacées à ses yeux par certains États nucléaires, en l'occurrence la Chine et les États-Unis. C'est la raison pour laquelle l'« option nucléaire » fut « gardée ouverte » pendant un quart de siècle et il importera de s'interroger sur les raisons pour lesquelles il fut décidé de passer à l'acte en 1998, alors que l'humanité entière était censée célébrer la fin de la guerre froide. Le Pakistan, quant à lui, fonde sa position sur les intentions prêtées au voisin indien dont l'ambition première serait de le dépecer.

La prolifération clandestine

L'accession de la Chine au nucléaire militaire et aux moyens balistiques est aisée à suivre, puisqu'elle s'est accomplie sur la base fournie par l'Union soviétique. Dans le cas de l'Inde, et pour une part du Pakistan, cela s'est fait à partir du nucléaire civil, de réacteurs à l'eau lourde et par retraitement du plutonium. Or, cela était interdit aux ENDAN (articles 1 et 3) et devait être impossible du fait des engagements pris par les États dotés de ne livrer ni matières fissiles ni équipements militaires, d'une part, et grâce aux contrôles effectués par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), d'autre part. Ces derniers ont longtemps reposé sur le postulat que la quantité d'énergie consommée, la complexité des processus techniques et productifs, les dimensions enfin des installations nécessaires ne permettaient pas de mener à bien un programme clandestin. La découverte en 1991 de l'ampleur du programme irakien conduira à l'adoption, six ans plus tard, du Protocole additionnel qui donne aux inspecteurs de l'AIEA des moyens d'investigation nettement plus étendus.

Or, le régime de Saddam Hussein avait eu des prédécesseurs en Asie. La Corée du Sud, pourtant nucléarisée par les États-Unis,

commença ses programmes après l'énonciation de la « doctrine Nixon » en Asie, laquelle annonçait la « vietnamisation » de la guerre en Indochine. Celle-ci fut élargie et prolongée de plusieurs années, ce qui conduira le Pentagone à redéployer son dispositif, en particulier les 26 000 hommes de la VII^e division d'infanterie basée au sud du 38^e parallèle. Craignant un largage pourtant improbable de la part de son protecteur et conscient de sa faible légitimité historique, le régime militaire de Park Jung Hi chercha alors à se doter de l'arme nucléaire. Une agence pour le développement de la défense fut créée, ainsi qu'un comité secret pour l'« exploitation des armements ». Des négociations furent engagées avec la France et la Belgique en vue de l'installation d'une unité de retraitement par la première et d'un laboratoire de matières fissiles par la seconde. Parallèlement, des équipements et une expertise étaient acquis auprès de fournisseurs américains, dans le cadre de la coopération militaire et, surtout, sous le couvert d'un ambitieux programme de développement de l'électronucléaire. Ce n'est qu'au prix de vives pressions sur Paris et Séoul qu'un terme sera mis officiellement à ces activités et que, le 23 avril 1975, le régime militaire ratifiera le TNP. Il y a toutes raisons de penser que le programme clandestin ne s'arrêta pas complètement. En tout cas, peu de temps avant d'être assassiné par son directeur des services secrets, le général Park Jung Hi révéla à l'un de ses confidents que le programme avait été accompli à 95 %. Des recherches se poursuivirent au cours des décennies 1980 et 1990, lesquelles portaient sur l'extraction du plutonium et l'enrichissement de l'uranium. Les autorités de Séoul furent conduites à le reconnaître, après que le Protocole additionnel eut été ratifié, le 19 février 2004, par l'assemblée nationale sud-coréenne, ce qui aurait conduit les inspecteurs de l'AIEA à découvrir le pot aux roses. Les quantités de matières fissiles obtenues étaient cependant limitées et le gouvernement put arguer de la « curiosité scientifique » de certains chercheurs du KAERI, l'Institut national de recherche sur l'énergie nucléaire. Il est vrai que la Corée du Sud ne cache pas son désir de maîtriser le cycle entier de l'atome afin, d'une part, de desserrer sa dépendance vis-à-vis de l'étranger pour ses matières fissiles et, d'autre part, de retraiter la quantité croissante de déchets générés par son parc civil. Le regret se révèle d'autant plus vif que ce qui est interdit à Séoul a été accordé à Tokyo ².

² Cf. « South Korea's Nuclear surprise », *Bulletin of Atomic Scientists*, février 2005 ou Daniel A. Pinkston « *South Korea's Nuclear Experiments* », Center for Nonproliferation Studies, 9 novembre 2004.

Le régime nationaliste de Taïpeh s'était lancé dans un programme clandestin dès après le premier essai de la République populaire de Chine en 1964. Sous le couvert d'un programme civil, Taïwan acquiert un réacteur de recherche canadien et des matières fissiles en provenance des États-Unis. Son Institut de recherche nucléaire (INER) monte une usine de production de combustible, une usine de retraitement et une unité de chimie du plutonium. Des inspections sont conduites par l'AIEA, qui est cependant entravée par la faiblesse de ses moyens et par le fait que, n'étant pas reconnue comme État, Taïwan n'est pas signataire *de jure* du TNP. Des soupçons naissent néanmoins, que d'autres inspections ne lèvent pas. Les renseignements obtenus par les services secrets américains et de fortes pressions politiques parviendront cependant à faire reculer Taïpeh au cours des années 1980, mais l'ampleur du programme clandestin ne sera mise au jour qu'avec les révélations d'un ancien responsable de l'INER³.

Un homme au moins aussi dangereux que Ben Laden

Les refus de l'Inde et du Pakistan de signer le Traité de non-prolifération exposaient ces pays à un embargo portant sur le nucléaire civil et la fourniture de matières fissiles. Cela pesa moins sur l'Inde dont la base scientifique et technique était relativement large et dont le programme civil fut soutenu par l'Union soviétique. Il n'en allait pas de même avec le Pakistan qui, au début de la décennie 1970, passait pour être incapable de produire une épingle à nourrice de qualité et des bicyclettes convenables. Les difficultés à obtenir les matières fissiles et à produire le plutonium nécessaire au programme militaire, inauguré en 1971, s'aggravèrent lorsque les autorités françaises furent conduites, en 1978, à geler leur accord de coopération, après avoir constaté que celui-ci avait également des objectifs militaires.

C'est alors qu'intervint l'ingénieur métallurgiste Abdul Qadeer Khan dont le directeur de la CIA, George Tenet, dira plus tard que c'était un « homme au moins aussi dangereux qu'Oussama Ben Laden ». Né en 1936 en Inde, il n'avait gagné le Pakistan qu'en

³ Cf. « Taiwan : Nuclear Nightmare averted », *Bulletin of Atomic Scientists*, janvier 1988) et Capitaine de frégate Pierre Vandier : « La prolifération nucléaire en Asie menace-t-elle l'avenir du TNP ? », *Lettre du diplomate*. Les missiles *Skyhorse* fournis par les États-Unis devaient être transformés en vecteurs nucléaires.

1953, mais il éprouvait pour le gouvernement de son Inde natale une profonde exécution. En 1961, il était parti pour Berlin - Ouest afin d'y suivre une formation doctorale, qu'il acheva aux universités de Delft et de Louvain, années pendant lesquelles il publia une vingtaine d'articles scientifiques sur les alliages. Après son Ph. D obtenu en 1972, il avait travaillé dans la société néerlandaise Fysich Dynamisch Onderzoek (FDO), qui en était venue à se spécialiser dans la conception de centrifugeuses afin de servir le consortium Urenco (Uranium Enrichment Company) formé par le Royaume-Uni, la RFA et les Pays-Bas. Une très moderne usine de fabrication de centrifugeuses vit ainsi le jour à Almelo, du côté néerlandais de la frontière avec l'Allemagne. On le sait, l'enrichissement de l'uranium exige que la concentration de l'isotope U-235 se trouvant dans l'uranium minéral soit élevée de 0,7 % à l'état naturel à au moins 3 %, pour un usage civil, et à 90 % pour un usage militaire. Le long et délicat processus est accompli grâce à une cascade d'une dizaine de milliers de centrifugeuses qui doivent être réglées et agencées avec la plus extrême précision.

Le docteur-ingénieur A.Q. Khan n'a apporté aucune innovation notable mais son rôle dans le développement de la bombe pakistanaise est capital, encore qu'on ne saurait sous-estimer l'activité de la Pakistan Atomic Energy Commission (PAEC), créée après le lancement du programme « *Atoms for peace* » et qui continua à travailler sur le retraitement du plutonium, ni sans doute les retombées de la coopération scientifique et technique sino-pakistanaise⁴. L'apport d'A.Q. Khan fut triple, après son retour au Pakistan en décembre 1975. Il fit valoir la filière d'enrichissement de l'uranium, qu'il développa à partir de l'année suivante au sein des Khan Engineering Research Laboratories installés à Kahuta, site discret au sud-est d'Islamabad. Secundo, il mit sur pied un réseau international qui lui permit d'obtenir les dessins, les pièces et les éléments nécessaires au montage des centrifugeuses et à leur ordonnancement en cascade. L'entreprise était complexe car une centrifugeuse comprend une centaine de pièces différentes, ce qui signifie qu'il faut obtenir et monter un million de pièces pour installer une cascade de 10 000

⁴ La littérature consacrée au réseau Khan est rapidement devenue surabondante et souvent abracadabrantesque. On retiendra Gordon Corera, *Shopping for Bombs*, Hurst, Londres, 2006, 288 p., et William Langewiesche, *The Atomic Bazaar, The Rise of the Nuclear Poor*, Farrar, Straus and Giroux, NY, 2007, 182 p.

centrifugeuses ⁵. Khan disposait des relations qu'il avait pu établir durant son long séjour en Europe et il exploita le fait que nombre de pièces, et les centrifugeuses elles-mêmes, avaient des utilisations duales, civiles le plus souvent, militaires le cas échéant. Ses fournisseurs étaient allemands, suisses, néerlandais, turcs, sud-africains, malais, etc., leurs produits étaient envoyés à des destinataires-écrans domiciliés à Dubaï, dont le statut de port franc offrait une large immunité, et c'est de là qu'ils étaient réacheminés au Pakistan. Enfin, troisième apport, Khan se fit, à partir de la fin des années 1980, le VRP de l'enrichissement de l'uranium, en même temps que ses Laboratoires devenaient un marchand d'armes conventionnelles ayant pignon sur rue.

L'existence de ce réseau soulève plusieurs questions indissociables. Comment les fournitures purent-elles être financées ? Quels furent les clients ? Sur quoi portèrent les ventes et les éventuels échanges ? Comment ces activités purent-elles demeurer secrètes jusqu'en 2003 ? L'économie pakistanaise reste aujourd'hui encore dépendante de l'aide internationale, ainsi que des transferts effectués par la diaspora résidant en Occident et par les travailleurs émigrés dans les pays du Golfe. Ses capacités financières sont limitées, mais la formule veut que le Pakistan ne dispose pas d'une armée et que c'est l'armée qui dispose du Pakistan. Elle a dirigé le pays pendant des décennies, par le truchement de généraux-présidents plus ou moins dictatoriaux – Ayub Khan, puis Yahya Khan (1958-1971), Zia ul-Haq (1977-1988), Pervez Musharraf depuis octobre 1999 –, et, même sous les gouvernements civils et le régime des partis – Zulfikar Ali Bhutto (1971-1977), Benazir Bhutto et Nawaz Sharif (1988-1999) –, les besoins de l'armée ont toujours été prioritaires. De surcroît, les forces armées disposent d'entreprises qui leur sont propres, les officiers supérieurs à la retraite pantouflent dans le privé ou le secteur public, la contrebande et le trafic de l'opium « afghan » constituent une source difficilement quantifiable mais considérable de revenus, dont les affectations échappent par définition à la comptabilité nationale.

C'est d'ailleurs Ali Bhutto qui, après la déroute militaire et la sécession du Bangladesh en 1971, avait lancé le programme proliférant, déclarant que le peuple préférerait manger de l'herbe plutôt que d'y renoncer. L'arme nucléaire devait permettre de

⁵ Cf. David Albright et Corey Hindertein, « Unraveling the A.Q. Khan and Future Proliferation Networks », *The Washington Quarterly*, printemps 2005, pp. 111-128.

compenser l'infériorité conventionnelle, désormais patente, du pays vis-à-vis de l'Inde et, pensait-il en plaçant le programme sous son autorité, de réduire les besoins et les interventions de l'armée ⁶. La bombe scellerait l'alliance avec la Chine et elle serait « islamique », non point au sens religieux – la bombe n'est ni verte, ni blanche, ni rouge, elle se contente de tuer massivement, cependant qu'il n'y a pas de chemin culturel à son acquisition, seulement une série de contraintes scientifiques, techniques et productives à surmonter –, mais au sens où le Pakistan travaillerait pour l'ensemble de l'*umma*. Il s'agissait, d'une part, de présenter la bombe pakistanaise comme celle d'une aire dominée et, d'autre part, d'obtenir concrètement des financements. Des oreilles attentives auraient été trouvées en Libye et en Arabie Séoudite, sans que cela ait eu de suite immédiate car ces États souhaitaient participer au programme, voire en accueillir les installations. Ce qui est certain, c'est que les relations avec les pétro-monarchies du Golfe furent renforcées, et davantage encore lorsque le régime du général Zia ul-Haq abandonna les accents tiers-mondistes d'Ali Bhutto pour donner à son programme nucléaire et à sa dictature une teneur nettement intégriste. La situation en Afghanistan permettra d'accomplir un saut qualitatif. Après que les réformes engagées par le roi, puis par le prince Daoud, eurent entraîné la formation de groupes ultra-conservateurs, soutenus par le shah d'Iran et le Pakistan, la révolution d'avril 1988 donna une légitimité nouvelle à la lutte sacrée contre les athées, avivée par l'intervention des troupes soviétiques en décembre 1979. La manne tomba littéralement du ciel, en provenance des États-Unis et des pétro-monarchies.

Nul ne doute que les services et les gouvernements occidentaux furent informés de l'existence du système d'approvisionnement établi par A.Q. Khan. Le renseignement américain est tout de même assez efficace. Khan semble avoir toujours travaillé en partant du principe que son réseau avait été ou serait pénétré par la CIA et il ne fut jamais avare de déclarations tonitruantes à propos de ses activités, que la presse internationale et surtout les revues très spécialisées du groupe McGraw-Hill laissaient entrevoir. Des soupçons étaient d'ailleurs nés en Europe occidentale, puisqu'en 1983 le gouvernement néerlandais engagea une procédure pour tentative d'espionnage à l'encontre de son ancien

⁶ Le dictateur Zia ul-Haq, qui renversa le gouvernement légitime et fit exécuter Ali Bhutto, plaça l'arme nucléaire sous le contrôle total de l'armée. Cet état de choses n'a pas été modifié depuis, ce qui constitue un cas unique.

résident. Elle devait aboutir à une condamnation à trois ans de prison par contumace, mais le jugement fut cassé deux ans plus tard pour vice de forme. Les gouvernements européens étaient cependant rendus inefficaces ou inattentifs par la nature duale des produits obtenus et par les intérêts de leurs firmes fournisseuses. Plus sérieusement, le gouvernement américain avait de fait pris la décision de fermer les yeux. Le conseiller pour la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski l'énonça au représentant Stephen J. Solarz, qui était désireux de couper l'aide publique au Pakistan. Tout devait être fait pour affaiblir l'ours polaire, et accessoirement pour pénaliser l'Inde dont les positions dérangent Washington, tant à propos de l'Afghanistan qu'au sujet de la « troisième guerre d'Indochine ». Les tentatives parlementaires pour faire appliquer les sanctions prévues par la loi furent régulièrement bloquées par un lobby actif de partisans du *jihad* anti-soviétique.

L'affaire de l'Afghanistan une fois terminée, l'aide américaine au Pakistan se réduisit considérablement, plus encore après les essais de 1998. Bien que les financements des pétro-monarchies aient continué, il faut y voir une des raisons pour lesquelles Khan démarcha à l'international, en même temps qu'il diversifiait la gamme de ses produits. Bien des points demeurent obscurs ou imprécis à ce propos. Une partie repose sur les aveux publics faits par Khan en février 2005, suite à quoi il fut pardonné par le général Musharraf, astreint à la résidence surveillée et interdit de communication avec qui que ce soit. Les États-Unis en savent vraisemblablement plus que ce qui a été révélé, ce qui leur permet de distiller les informations qui leur conviennent et/ou de les présenter à leur façon. L'Irak et la Syrie auraient été approchés, mais en vain, les autorités ayant craint une provocation des services américains⁷. L'Iran a admis avoir reçu de Khan des équipements, ainsi que des dessins et informations techniques concernant les centrifugeuses P-1, dont les rotors sont en aluminium, et, plus tard, les centrifugeuses P-2, de beaucoup plus efficaces car leurs rotors sont en *maraging steel* , un acier à très haute résistance qui est utilisé dans l'aéronautique. Le client le plus important a été la Libye, qui l'a reconnu et y a mis fin, à la suite de longues négociations avec les États-Unis et le Royaume-Uni, après aussi que le cargo allemand *BBC China* , en route pour

⁷ Le régime de Saddam Hussein avait constitué un réseau d'approvisionnement similaire à celui de Khan, mais indépendant de lui.

Tripoli, eut été inspecté le 4 octobre 2003 dans le port de Tarente et que des caisses contenant des pièces de fabrication malaise y eurent été découvertes. Le projet consistait à fournir, clés en mains, une usine complète de montage et de fonctionnement d'une cascade de 10 000 centrifugeuses P-2.

La « question coréenne »

L'activité du réseau Khan soulève également la question du degré d'implication des gouvernements pakistanais successifs et, plus important, de l'armée de ce pays. Sans exclure l'existence d'une marge de manœuvre ni des motivations personnelles, il est difficile de croire que l'ingénieur ait pu démarcher des États étrangers sans l'assentiment de la haute hiérarchie et que les redoutables services de renseignement soient restés dans le noir. Pourtant, le motif d'inquiétude le plus souvent évoqué ces dernières années concerne moins ces questions que le programme nucléaire de la République Populaire Démocratique de Corée. Celle-ci n'est-elle pas sortie du TNP et n'a-t-elle pas annoncé, le 9 octobre 2006, avoir procédé à un essai, qui sera confirmé, après des vérifications sismologiques et météorologiques, par le Directeur national du renseignement américain ? Le site était proche de Punggye et la puissance n'avait pas dépassé un kilotonne.

La RPDC dispose de ressources minières estimées à 4 millions de tonnes, contenant environ 0,8 % d'uranium exploitable. Au milieu des années 1960, un centre de recherche atomique fut édifié sur le site de Yongbyon avec l'aide de l'Union soviétique, puis un réacteur expérimental de type IRT-2M, qui reçut de l'uranium enrichi à 10 %. Les États-Unis font remonter le programme militaire au milieu de la décennie 1980, avec les débuts de travaux d'un nouveau réacteur à Taechon et d'une unité de retraitement à Yongbyon, site connu de l'AIEA depuis 1975. Par ailleurs, Pyongyang avait obtenu de Moscou la construction de deux centrales à eau légère afin de résoudre ses réels problèmes énergétiques : la RPDC dispose de réserves de charbon mais est complètement dépendante de l'extérieur pour les hydrocarbures. En conséquence, elle accéda en 1985 au traité de non-prolifération et, le 30 janvier 1992, signa avec l'AIEA l'accord de sauvegarde préalable à des inspections sur ses nouvelles installations. Parallèlement, le président Kim Il Sung avait pris en compte l'évolution de la situation internationale en engageant une nouvelle offensive diplomatique en direction de la Corée du Sud, qui aboutit à un Accord de réconciliation, de non-agression, d'échanges et de coopération et à une Déclaration commune sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne,

signés à la fin de 1991, ainsi qu'en faisant des ouvertures en direction du Japon, qui débouchèrent sur l'adoption d'un accord tripartite très original puisqu'il avait été conclu entre le Parti du Travail de Corée, le Parti socialiste japonais et le Parti Libéral-Démocrate au pouvoir à Tokyo.

Ces initiatives tournèrent court. Au Japon, le blocage par le courant dominant de la droite fut immédiat. De son côté, Moscou ne tenait plus ses engagements à propos des centrales à eau légère et, avec l'effondrement de la *perestroïka*, le programme fut abandonné. Qui plus est, l'URSS en vint à quémander l'obole de Séoul pour faire face à ses fins de mois. Des relations diplomatiques furent établies entre l'Union soviétique et la Corée du Sud, puis entre celle-ci et la Chine, sans que la réciprocité ne fût respectée entre Pyongyang d'une part, Washington et Tokyo d'autre part. A Séoul, comme dans ces deux dernières capitales, on s'attendait à ce que la RPDC connaisse le même sort que l'Europe orientale.

On peut ajouter deux autres données, qui dépassent le cadre de la « question nord-coréenne ». Premièrement, la fin de la guerre froide eut en effet des conséquences majeures en Asie, contrairement à ce que semblent penser Isabelle Cordonnier et Bruno Tertrais⁸. Si les relations entre l'Union soviétique et la Chine connurent une détente remarquable – on se rappelle que Gorbatchev se trouvait à Pékin alors que se déroulaient les événements de la place Tiananmen –, la disparition soudaine du contrepoids soviétique remettait profondément en cause le fondement de la stratégie indienne, en même temps que l'explosion calamiteuse de l'URSS et la déréliction humiliante dans laquelle sombra la Russie incitaient les gouvernements chinois, vietnamien et nord-coréen à la plus grande prudence institutionnelle. Enfin, l'abandon du système « fraternel » de fixation du prix des exportations d'hydrocarbures, l'alignement de celui-ci sur le « marché mondial » et la perte des débouchés du CAEM déstabilisèrent toute l'économie nord-coréenne. Au lieu d'adopter une voie de type vietnamien, la RPDC se croquevilla sur elle-même, d'autant que le décès, le 8 juillet 1984, du président Kim Il Sung sera suivi d'un long deuil national, dans le pur respect de la piété filiale que la tradition confucéenne place au premier rang des vertus. La spirale du déclin économique s'amorça, qu'accéléra à la fin de la décennie une série de calamités naturelles, si bien que la famine s'abattit sur le pays qui fut contraint de demander l'aide alimentaire internationale. Deuxième

⁸ Isabelle Cordonnier et Bruno Tertrais, *L'Asie nucléaire*, IFRI, Paris, 2001, 186 p.

donnée, la guerre du Golfe devait offrir la démonstration que les États-Unis étaient en mesure de gagner n'importe quelle guerre conventionnelle et que les armements nouveaux, intégrant de façon systémique les techniques d'information et de communication, seraient imparables. Cela ne pouvait que confirmer les craintes de la RPDC, ne serait-ce que parce qu'elle y retrouvait la mise en pratique des manœuvres « *Team Spirit* » qui, année après année et avec des moyens considérables, se déroulaient à proximité de son territoire. De même, une décennie plus tard, l'invasion de l'Irak par l'administration du jeune Bush indiquera qu'il ne suffisait pas à un État placé sur l'« axe du mal » ou défini comme « voyou » de se soumettre aux inspections décidées par la communauté internationale pour échapper à la fureur du justicier américain.

D'une crise à l'autre

La « question coréenne », définie de façon réductrice comme le programme nucléaire de la RPDC, a connu deux phases de tension intense. Les inspecteurs de l'AIEA commencèrent leur travail dans le courant de l'année 1992, mais se virent refuser deux installations et, le 12 mars 1993, Pyongyang annonça son retrait du TNP, invoquant l'alinéa 1 de l'article X. Le Conseil de sécurité des Nations Unies adopta, le 11 mai, une résolution demandant à la RPDC de coopérer avec l'AIEA et de respecter la Déclaration commune de 1991 sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne⁹. Des discussions entre la RPDC et les États-Unis eurent lieu au début de juin 1993, qui aboutirent à un communiqué commun définissant les principes d'un dialogue. Pyongyang suspendit alors son retrait du TNP et un cycle de discussions bilatérales s'ouvrit, qui ne déboucha pas. Au printemps 1994, des barres furent retirées du réacteur nucléaire de Yongbyon, ce qui permettait d'extraire à loisir du plutonium à des fins militaires. C'est à ce moment-là que la tension atteignit son paroxysme, que l'*opération 5027* se prépara et qu'un Brent Scowcroft se prononça en faveur d'une frappe préventive des installations nord-coréennes. En juin cependant, la visite à Pyongyang de Jimmy Carter aboutit à la rédaction de la trame d'un accord qui, après des entretiens

⁹ Cet alinéa reconnaît le droit à une Partie au TNP de s'en retirer si « *elle décide que des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet du présent Traité, ont compromis les intérêts suprêmes de son pays* ». Brent Scowcroft, évoqué quelques lignes plus bas, avait été le conseiller pour la sécurité nationale de Bush l'Ancien et passe pour le parangon du « réalisme » en matière internationale.

officiels, déboucha sur la signature, le 21 octobre 1994 à Genève, d'un document intitulé « Cadre agréé entre les EU et la RPDC ».

Il n'est pas difficile de reconstruire l'action du gouvernement nord-coréen et nombre de spécialistes de ce pays y sont parvenus, aux États-Unis, au Japon et en Corée du Sud notamment. Pyongyang a trois préoccupations essentielles et indissociables : assurer sa sécurité, adapter progressivement son économie et dépasser la division de la nation. Les accords conclus en 1991 avec Séoul dessinent un axe majeur, mais le régime du général Roh Tae Woo, comme celui de son successeur civil, le président Kim Young Sam, comptait sur l'effondrement proche de la RPDC et fit dépendre la mise en œuvre de l'Accord sur la réconciliation de l'application totale de la Déclaration sur la dénucléarisation, ce qui ne pouvait être rapide du fait des procédures de l'AIEA. Bien plus, Séoul ne peut garantir la sécurité de la RPDC, parce que la menace est américaine, et des avancées bilatérales resteront insuffisantes si un accord de fond n'est pas conclu avec les États-Unis. Enfin, le Japon doit être partie prenante à la solution, pour des raisons historiques et symboliques, parce que le dispositif du Pentagone prend appui sur les bases installées dans l'archipel et parce que ce dernier dispose de moyens économiques et financiers encore plus conséquents que ceux de la République de Corée. Pyongyang n'ayant plus guère de cartes en main, il lui fallait valoriser au maximum la vérification de son programme nucléaire et, en second lieu, ses capacités balistiques. Ainsi, un rapport de la CIA évoqué par l'éminent historien Bruce Cumings estimait que les préparatifs nord-coréens autour de certains sites « suspects » avaient pu être montés pour être vus par les satellites d'observation américains.

Le Cadre agréé représentait à cet égard un remarquable succès diplomatique pour Pyongyang qui acceptait de geler son programme nucléaire et de renforcer les garanties de l'AIEA, contre la fourniture de 500 000 tonnes de fioul lourd par an, la construction de deux réacteurs à eau légère en lieu et place de la filière graphite-gaz, une coopération en matière énergétique et électronucléaire, l'ouverture d'un processus de normalisation des relations politiques et économiques avec les États-Unis, une action commune en faveur de la paix et de la sécurité dans la péninsule coréenne, ainsi qu'en vue du renforcement du régime international de non-prolifération¹⁰. En janvier 1995, le gouvernement américain accepta

¹⁰ La partie énergétique de l'accord sera conduite par un consortium international, la Korean Peninsula Energy Development Organization ou KEDO, représenté par les États-Unis. Le financement des réacteurs à eau légère sera assumé essentiellement par les membres japonais et sud-coréen du KEDO.

de lever les sanctions économiques frappant la RPDC dans quatre domaines, notamment les exportations de magnésite dont la RPDC est le principal producteur avec la Chine et la possibilité de recourir aux banques américaines pour des transactions avec des pays tiers.

Force est cependant de reconnaître que la construction des réacteurs prit un retard considérable, la famine qui sévissait à la fin de la décennie 1990 laissant prévoir une fin imminente du régime. Pyongyang se rappela au souvenir de ses interlocuteurs par son programme de missiles balistiques, déclenchant ainsi une négociation que Madeleine Albright était sur le point de conclure au moment où s'acheva le deuxième mandat du président Clinton. Le principe en était connu : renoncement au développement des missiles de moyenne et longue portée contre finances. Ce projet d'accord et le Cadre agréé furent remis en cause d'entrée par le jeune Bush, ouvrant ainsi la deuxième crise du nucléaire nord-coréen. « On ne négocie pas avec le diable, on le détruit », injures *ad hominem*, inscription de la RPDC sur l'« axe du mal » en janvier 2002, accusation en octobre suivant que Pyongyang avait violé ses engagements en procédant à un programme secret d'enrichissement de l'uranium, invasion de l'Irak en 2003 avec le message implicite que Pyongyang connaîtrait le sort de Bagdad. La construction du premier réacteur fut interrompue, alors qu'il était construit à 45 %, les fournitures de fioul cessèrent, des sanctions commerciales furent imposées par le Japon, cependant que la RPDC renvoyait les inspecteurs de l'AIEA et se retirait à nouveau du TNP le 11 janvier 2003. Washington refusa toute négociation bilatérale et substitua un cadre multilatéral, celui de discussions à six (*Six Party talks*), à savoir la Chine, qui en acceptait la présidence, les États-Unis, la Russie, le Japon, la RPDC et la République de Corée. Il serait sans doute fastidieux de retracer les phases successives de ces discussions, qui s'étaient ouvertes le 28 août 2003 et qui aboutirent, le 19 septembre 2005, à l'adoption d'une Déclaration commune, puis, le 13 février 2007, à un accord portant sur les « Actions initiales pour la mise en œuvre de la Déclaration commune ». On en revient, dans la forme comme dans le fond, au Cadre agréé, à cette différence très intéressante près que le cadre restera multilatéral. Les parties ont en effet décidé de constituer cinq groupes qui travailleront sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne, la normalisation des relations RPDC/EU, la normalisation des relations RPDC/Japon, la coopération économique et énergétique, le mécanisme de paix et de sécurité en Asie du Nord-Est.

Entre la rupture des négociations bilatérales en octobre 2002 et l'accord du 13 février dernier, près de cinq ans se sont écoulés au cours desquels la RPDC a en effet procédé à un essai nucléaire

et continué le développement de son programme balistique, quand bien même le lancement d'un Taepodong-2, le 4 juillet 2006, fête nationale des États-Unis, ait raté. S'il s'agissait d'éviter la prolifération nucléaire, l'échec est patent, mais l'objectif semble plutôt avoir été de renverser le « pygmée » Kim Jong Il. Cela ne pouvait être accompli par les armes, d'une part à cause de l'enlèvement militaire en Irak et, plus fondamentalement, parce qu'une opération militaire contre la RPDC implique nécessairement l'accord de la Corée du Sud et du Japon, ainsi que l'acceptation au moins tacite de la Chine et de la Russie. A suivre le désormais célèbre John Bolton, qui s'occupait des questions nucléaires au département d'État avant que de devenir momentanément ambassadeur des États-Unis à l'ONU, on pouvait espérer, à travers le cadre multilatéral, obtenir que Pékin réalise, par une sorte de révolution de palais, ce que le Pentagone ne pouvait entreprendre¹¹. Bien qu'il soit par principe difficile de faire des prédictions, surtout à propos de l'avenir, on se réjouira de ce que la Chine n'ait pas emprunté cette voie et ait pris à cœur des responsabilités somme toute inédites pour elle, œuvrant à revenir à l'accord de 1994 et ébauchant une perspective nouvelle pour l'Asie du Nord-Est. Elle y a été encouragée par l'attitude constante de la Russie et de la Corée du Sud, si bien que les États-Unis se sont trouvés réduits au seul soutien du Japon, ce qui, s'agissant de la « question coréenne », constituait un handicap.

Comment analyser le revirement de l'actuelle administration américaine dont la ligne initiale était que le seul sujet de discussion possible serait le démantèlement complet, vérifiable et irréversible des installations nucléaires (CVID en anglais) ? Le fiasco irakien, les difficultés en Afghanistan, l'incapacité dans laquelle se trouve le Pentagone de mener plusieurs conflits de ce type à la fois, le passage de l'Iran en point de mire sont sans doute des facteurs à prendre en compte, ainsi que la défaite des républicains lors des élections à mi-mandat de novembre 2006. On soulignera également que la position, la rhétorique et les actes de l'administration Bush faisaient l'objet de critiques sévères en Corée du Sud – par exemple de la part de l'ancien président Kim Dae Jung, prix Nobel de la paix –, de spécialistes de la question, d'élus démocrates et même

¹¹ Cf. « Exit Interview, A conversation with John Bolton », *The American Interest*, mars-avril 2007. Les Machiavel au petit pied font valoir que les États-Unis pouvaient utiliser le levier taiwanais, c'est-à-dire faire pression sur la Chine à propos de la Corée en agitant la menace d'une déclaration d'indépendance de Taiwan.

de fonctionnaires ayant participé aux négociations avec la RPDC ¹². Par ailleurs, le cadre multilatéral établi en 2003 n'ayant pas abouti à la révolution de palais souhaitée, il était sans doute préférable de suivre une autre tactique, celle de l'asphyxie financière ¹³. Au lendemain même du jour où la Déclaration commune fut rendue publique, le secrétariat au Trésor des États-Unis intima l'ordre aux banques du monde entier de n'accepter aucune transaction financière impliquant la RPDC, au motif qu'une obscure banque de Macao, la Banco Delta Asia (BDA), avait recyclé les gains du faux-monnayage de billets de 100 dollars dont Pyongyang aurait été l'auteur. Les avoirs nord-coréens qui y étaient déposés, d'un montant total de 25 millions de dollars, furent gelés. Cette accusation aussi résiste mal à l'analyse, mais le contentieux est venu bloquer les discussions à six, avant que d'être résolu par des négociations bilatérales poursuivies pendant trois jours à Berlin. C'est au terme de celles-ci qu'un mémorandum fut signé, fournissant la trame de l'accord du 13 février. L'affaire n'était pas complètement close, puisqu'il fallut attendre le 13 juin dernier pour que les avoirs bloqués soient transférés à Pyongyang via la Réserve fédérale et la Banque nationale de Russie. Ce n'est donc qu'à partir de fin juin que la mise en œuvre de l'accord pourra commencer et quatre mois supplémentaires auront été perdus ¹⁴.

¹² Par exemple, C. Kenneth Quinones, un ancien haut fonctionnaire du département d'État, affirme avoir été à trois reprises sur le point de conclure un accord en 2005, pour voir ses efforts être à chaque fois annulés par le trio Bush/Cheney/Rumsfeld. Se reporter à l'analyse de Gavan McCormack, « A Denuclearization Deal in Beijing, The prospect of ending the 20th Century in East Asia », sur le site « *japanfocus.org* ». Le *Nautilus Institute* et son site sont consacrés, pour une part essentielle, à la « question coréenne ». Le texte des trois accords diplomatiques cités ici se trouve sur l'Internet et une bonne chronologie des rencontres à six est proposée par *en.wikipedia.org/wiki/Six-party_talks*.

¹³ Cf. Philippe Pons, « Les États-Unis tentent d'asphyxier financièrement le régime de Pyongyang », *Le Monde*, 26.04.2006.

¹⁴ On peut se demander si le gel des avoirs et, plus largement, le blocus financier de la RPDC ne procédaient pas du *plan d'opération 5030* établi à la demande de Donald Rumsfeld, lequel, selon l'hebdomadaire *US News and World Report*, ambitionne d'obtenir l'effondrement du régime de Pyongyang, non par la force mais « en désorganisant les réseaux financiers et en distillant la désinformation ».

Du passage à l'acte

La prolifération latérale en Asie est restée en définitive limitée. L'Inde était un État nucléaire dès 1974 et le Pakistan l'a imitée une décennie après. Depuis, les programmes clandestins ont cessé en Corée du Sud comme à Taiwan, et on peut penser que le Protocole additionnel fournit les instruments nécessaires pour s'en assurer. La seule donnée nouvelle a été le nucléaire nord-coréen. L'application de l'accord du 13 février 2007 sera certainement complexe et délicate, mais cet accord existe, alors que certains l'annonçaient impossible à conclure.

Le passage à l'acte que constituent les essais indiens de 1998 doit néanmoins être éclairé. Il résulte de la convergence de plusieurs facteurs dont le premier fut la disparition de l'allié fidèle que représentait l'Union soviétique, au moment même où la guerre du Golfe, puis les guerres de Yougoslavie – le partenaire non aligné le plus constant –, laissaient prendre l'illusion de l'unipolarité pour argent comptant. Non seulement l'Inde se retrouvait bien seule, mais encore la Chine, qui avait connu un coup d'arrêt après les massacres de la place Tienanmen, reprenait le cours impétueux de sa croissance économique, attirait les capitaux de la planète, devenait l'« atelier du monde », et, dans le même temps, semblait étendre son influence en Asie du Sud-Est, ainsi que dans l'océan Indien. De plus, la prorogation illimitée du TNP, en 1995, maintenait la distinction considérée comme discriminatoire entre les deux géants asiatiques, alors que New Delhi savait pertinemment que le Pakistan avait accédé à l'arme nucléaire. L'arrivée au pouvoir, en mars 1998, d'un gouvernement dirigé par le Bharatiya Janata Party, formation nationaliste, voire chauvine, affirmant, sous le vocable d'*hindutva*, et l'exception et la supériorité intrinsèque de la civilisation hindoue, créait les conditions politiques de ce passage à l'acte.

Ces facteurs intérieurs ne jouèrent pas dans le cas du Pakistan, puisque la décision relevait de l'armée et c'est d'ailleurs sous un gouvernement civil, celui de Nawaz Sharif, que les essais eurent lieu. La fin du *jihad* anti-soviétique en Afghanistan avait réduit l'importance d'Islamabad pour les États-Unis et, quand bien même l'éclatement de l'URSS, l'apparition d'États indépendants en Asie centrale et l'établissement du régime des talibans à Kaboul étaient censés donner aux généraux pakistanais la « profondeur stratégique » dont ils avaient rêvé jusqu'alors, cela restait aléatoire, alors que l'infériorité vis-à-vis de l'Inde demeurait manifeste. On tiendra également compte de ce que l'alliance américaine, scellée au début des années cinquante, s'accompagne,

en dépit des milliards de dollars accordés dans ce cadre, d'un ressentiment latent dont l'intensité peut s'aiguiser à tout moment. Les défaites de 1965 et de 1971 face à l'Inde générèrent le sentiment prégnant d'avoir été lâchés par Washington à des moments difficiles. Le soutien diplomatique dans l'affaire du Cachemire était estimé par principe insuffisant, dès lors qu'il ne faisait pas plier New Delhi. Enfin, les fluctuations des positions américaines à propos du fondamentalisme et de l'intégrisme musulmans, les promouvant contre l'Union soviétique et s'en inquiétant après la guerre du Golfe, affectent également la manière dont Islamabad est perçue aux États-Unis et, en retour, la manière dont les Pakistanais perçoivent les États-Unis. En bref, c'est moins une alliance qu'une relation de maître à client, ce qui à vrai dire ne fait pas l'ombre d'un doute. Enfin, et quelles qu'en fussent les conséquences, il ne pouvait être question de laisser New Delhi faire cavalier seul. Aussi est-ce en vain que l'administration Clinton tentera de convaincre Islamabad qu'en ne franchissant pas le seuil nucléaire, le Pakistan tiendrait les « hauteurs morales » face à l'Inde.

Le passé de l'Europe sera-t-il le futur de l'Asie ?

Une prolifération verticale, autrement dit une course aux armements nucléaires, est-elle en cours en Asie, que les participants soient dotés *de jure* ou simplement *de facto* ? La Chine et l'Inde ont déclaré, chacune de son côté, que leur objectif était d'assurer la sécurité, la souveraineté et donc l'indépendance du pays, que leurs arsenaux visaient à la *suffisance* et qu'ils ne menaçaient aucun État non nucléaire. Elles se disaient attachées au principe de non-utilisation en premier du feu nucléaire et à un désarmement général. Le Pakistan fait exception. Son infériorité conventionnelle vis-à-vis de l'Inde ne lui permet pas, affirme-t-il, de renoncer à l'utilisation en premier. C'est bien de *dissuasion* qu'il s'agit et, dans le cas d'Islamabad, d'un « chantage du faible au fort ». La raison n'étant pas un privilège de la pensée occidentale, la dissuasion n'est pas moins pertinente en Asie qu'elle l'a été pendant la guerre froide. Mais on ne saurait non plus prétendre que les « sagesses orientales » garantissent le bon usage des arsenaux nucléaires : mauvaises interprétations de données, erreurs humaines et dérèglements techniques, faiblesses des réseaux d'information, de contrôle et de commandement, enchaînement des initiatives, escalade en temps de crise et, plus encore, effets apocalyptiques de ces moyens. A cet égard, trois questions léguées par l'histoire peuvent servir de *casus belli*. Leur

perennité est d'autant plus préoccupante qu'elles se sont enflammées à diverses reprises et qu'elles ne pourront être résolues qu'avec le temps : la « question coréenne », qui est celle de la division d'une nation millénaire et de sa place dans notre monde sub-lunaire, la « question de Taiwan », qui est celle de la réunification complète de la Chine, avec l'assentiment des populations concernées, la « question du Cachemire » enfin, qui est celle du dépassement définitif de la partition de l'Inde, des traumatismes qui l'ont accompagnée, des guerres qui ont opposé deux cousins, en 1947-1948, en 1965, en 1971, sans compter la dure bataille de Kargil en mars 1999 ni les alertes provoquées par des manœuvres militaires ou des attentats meurtriers. La géopolitique les rend plus aiguës encore : la péninsule coréenne constitue le pivot de l'Asie du Nord-Est, Taiwan est le verrou entre les deux Méditerranées de l'Asie orientale, le Cachemire forme la cornière du quasi continent indien, du Tibet et de l'Asie centrale¹⁵.

On évoque également, avec une insistance nouvelle, l'antagonisme fondamental qui existerait entre les principales puissances asiatiques, traditions prégnantes, rancunes tenaces, nationalismes vite exacerbés, contentieux frontaliers, rivalités pour les ressources, les capitaux et les marchés, ambitions aiguës par la réussite économique comme par les tensions sociales, politiques d'influence régionale. On se croirait revenus à l'Europe de l'« âge des empires ». Le Japon et la Chine, dit-on, n'ont jamais et ne sauront jamais établir leurs relations bilatérales sur un pied d'égalité. L'Inde et la Chine ne peuvent qu'être rivales, qui se sont d'ailleurs fait la guerre en 1962, et indéniablement la défaite subie alors a marqué l'Inde, l'incitant à s'engager dans l'acquisition de capacités nucléaires. Bien que des progrès aient été accomplis récemment à propos du Sikkim, dont l'intégration à l'Inde est désormais admise par Pékin, et du Tibet, sur lequel New Delhi reconnaît la souveraineté chinoise, le contentieux frontalier persiste

¹⁵ Cf. Patrice Jorland : « Éléments pour une analyse de la question coréenne », *Recherches internationales*, n° 77 - 3/2006, Jean-Luc Racine, *Cachemire. Au péril de la guerre*, Ed. Autrement, Paris, 2002, 160 p., Max-Jean Zins, *Pakistan. La quête de l'identité*, La Documentation française, 2002, 187 p., Olivier Guillard, *La stratégie de l'Inde pour le XXI^e siècle*, Economica, 2000, 155 p., Isabelle Saint-Mézard, « Les relations entre l'Inde, la Chine et les États-Unis : un triangle en voie de stabilisation ? », in *Asie entre pragmatisme et attentisme*, sous la direction de Sophie Boisseau du Rocher et François Godement, La Documentation française, 2006, pp. 85-104.

à propos des frontières orientale (Arunachal Pradesh) et occidentale (Aksai Chin). La sécurité des voies maritimes ferait aussi l'objet d'une rivalité sourde entre ces puissances émergentes, toutes deux dépendantes de l'étranger pour leurs hydrocarbures. L'Inde entend empêcher que l'océan portant son nom ne passe sous le contrôle d'une puissance extérieure, alors que Pékin, comme d'ailleurs Tokyo ou Séoul, craint que le détroit de Malacca, voie de passage quasi obligée pour ses pétroliers faisant la navette avec le Golfe, ne soit un jour bloqué par une puissance hostile. Aussi cherche-t-elle, derrière l'expression du « collier de perles », des accès terrestres à l'océan Indien, en développant ses relations avec le Pakistan (construction d'un port en eau profonde à Gwandar) et avec la Birmanie (coopération militaire), tous deux voisins de l'Inde qui, à son tour, courtise la junte birmane.

A ces tendances s'en opposent d'autres, le renforcement des relations économiques et des coopérations entre les deux géants asiatiques, la participation de l'Inde au récent sommet de l'Asie orientale et son statut d'observatrice – statut dont disposent également l'Iran et le Pakistan – auprès de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) créée par la Chine avec la Russie, le désir des pays de l'ANASE et de ceux de l'ACRAS de ne pas restreindre leurs relations extérieures à un dialogue avec Pékin, pour les premiers, avec New Delhi pour les seconds, que des États comme le Vietnam, reconnaissant à l'Inde de son appui passé, ou l'Indonésie veulent cultiver des partenariats tous azimuts, que la coopération avec le Japon est unanimement recherchée, que la Corée du Sud et ses entreprises sont fort actives sur l'ensemble du continent, que la Russie tend à retrouver un rôle crédible, grâce à ses ressources naturelles, à ses capacités scientifiques, à son industrie des armements, et qu'elle entretient des relations amicales avec tous les États asiatiques, que les républiques d'Asie centrale sont riches de matières premières et d'hydrocarbures, qu'elles sont enclavées et partant désireuses de s'ouvrir, que l'Europe n'est pas exclue du continent et que les États-Unis y sont par définition présents. En bref, et sous bénéfice d'inventaire, une dialectique complexe de tensions et de rivalités, pour l'instant potentielles, s'entrelacent à des échanges, des rencontres, des coopérations, selon une géométrie variable qui relève davantage d'un polyèdre plastique que de la tranchée.

Il n'y a pas et il n'y aura pas, pendant longtemps, d'instance continentale de concertation et de sécurité, en dehors du Conseil économique et social de l'Asie-Pacifique (CESAP), qui relève du système des Nations unies et dont les objectifs restent circonscrits. A la place, s'est formé un écheveau d'accords, de partenariats

systématiquement qualifiés de stratégiques, d'associations, d'instances régionales et de sigles – ANASE, les forums régionaux et internationaux qu'elle organise, ACRAS peu active il est vrai, OCS, Banque Asiatique de Développement, Comité du Mékong, Conseil économique de l'Asie et du Pacifique, qui englobe également les États-Unis, le Canada et le Mexique, ou encore la Rencontre Asie-Europe (ASEM) –, cependant que les discussions à six pourraient constituer un cadre multilatéral pour l'ensemble de l'Asie du Nord-Est. On retiendra ici deux symboles qui ne relèvent pas, pensons-nous, d'une vision saint-simonienne de l'histoire. La construction d'un gazoduc reliant l'Iran aux deux cousins ennemis, le Pakistan et l'Inde, est projetée. Les tronçons traversant la zone démilitarisée ayant été rétablis, les voies ferrées des deux parties de la Corée sont désormais raccordées, après cinquante années de coupure. Il ne faut pas s'attendre à un essor fulgurant des flux, mais c'est le début de la concrétisation d'un vaste projet de Séoul, qui voudrait transformer le transsibérien en un axe majeur d'échanges entre le Pacifique et l'Atlantique, axe dont la péninsule coréenne serait la plate-forme et qui irriguerait la Sibérie, l'Asie centrale et l'Europe orientale.

Les arsenaux nucléaires de l'Asie restent modestes. Celui de la Chine est comparable à celui de la France (350 à 400 têtes), ceux de l'Inde et du Pakistan avoisinent la cinquantaine de têtes et la Corée du Nord aurait extrait une quantité de plutonium permettant d'obtenir cinq bombes, ce qui n'est même pas l'embryon d'une force de frappe. Aucun des trois premiers ne dispose de la triade des vecteurs, si bien que la course aux armements porte surtout sur les missiles balistiques, conventionnels ou nucléaires, et, plus encore, mais le phénomène est mondial, sur les missiles de croisière¹⁶. Bien plus, la situation diffère radicalement de celle de la guerre froide : dans le cadre d'un antagonisme systémique dont ils étaient les protagonistes centraux, les deux Grands pratiquaient une *dissuasion élargie* à l'ensemble de la planète, ce qui n'est plus le cas que des États-Unis. Ni la Chine, ni l'Inde, ni la Russie et encore moins le Pakistan et la Corée du Nord ne la pratiquent et ne cherchent à le faire. Les deux géants asiatiques soulignent qu'ils ont besoin de stabilité et de paix pour leur développement économique et social, et partant de relations de coopération avec les autres puissances, les États-Unis tout d'abord.

¹⁶ Cf. le dossier « Missiles de croisière, la nouvelle menace ? » de la revue *DSI, Défense & Sécurité internationale*, février 2007.

En allant plus loin, on peut s'interroger, avec Éric de la Maisonneuve, sur la pertinence du concept de sécurité, tel qu'il s'est cristallisé pendant la guerre froide, pour être ensuite reproduit par les stratégies américains et les différents complexes militaro-industriels¹⁷. L'auteur souligne la nécessité de prendre pleinement en compte les trois forces considérables de réorganisation du monde qui sont aujourd'hui à l'œuvre : « l'échec stratégique des États-Unis », « l'émergence de la Chine au rang de puissance économique et politique », « les effets pervers d'une mondialisation hâtive et brutale ». L'accent stratégique reste placé sur la projection des forces, alors qu'il faudrait privilégier la prévention et la protection. En tout état de cause, les armements ne sauraient répondre aux fortes contradictions, intérieures et internationales, qui accompagnent et accompagneront la croissance de plusieurs économies asiatiques, croissances sans exemple historique, pour la simple raison que leur rythme, mais aussi leur ampleur, leur profondeur et les mutations sociales qu'elles induisent, aboutissent à la compression du temps des peuples et des limites écologiques.

Des initiatives troublantes

La tentation paraît cependant forte de privilégier le prisme sécuritaire, notamment pour un acteur asiatique que l'on tend étrangement à ignorer. Tout empêtré qu'il soit dans le Grand Moyen-Orient, Gulliver ne reste pourtant pas inactif sur les autres théâtres. Sans même évoquer le « Grand Jeu » qui se mène à nouveau en Asie centrale, de Kaboul à Almaty, en passant par Téhéran, on ne saurait taire les interrogations que soulèvent certaines initiatives récentes.

- Il s'agit tout d'abord de l'installation d'un système anti-missiles de théâtre sur le territoire japonais, système dont le coût, estimé pour l'instant à 18,5 milliards de dollars, sera couvert essentiellement par Tokyo. Il aurait pour unique objectif de protéger l'archipel et les bases américaines contre d'éventuels missiles nord-coréens, tout comme les installations devant être construites en Pologne et en République tchèque sont censées barrer la route aux missiles d'un autre membre de l'« axe du mal », l'Iran.

Deux chercheurs américains ont proposé une analyse très différente de l'ensemble du programme antimissiles. Insuffisant

¹⁷ Éric de La Maisonneuve, « Contexte international et évolution du concept de Sécurité », *DSI, Défense & Sécurité internationale*, mai 2007, pp. 32-39.

sur le plan défensif, il participerait en fait à la recherche d'une capacité de première frappe, c'est-à-dire de la suprématie nucléaire. La thèse s'appuie sur les progrès qualitatifs (et non quantitatifs) accomplis de façon incrémentale par le Pentagone : nouvelles têtes des missiles Trident II D-5, missiles intercontinentaux Minuteman III, équipement des bombardiers B-52 avec des missiles de croisière à têtes nucléaires vraisemblablement invisibles par les radars russes et chinois, amélioration de leur avionique afin de permettre aux bombardiers furtifs B-2 de voler à très basse altitude et donc d'échapper aux radars les plus sophistiqués, glissement de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins vers le Pacifique, à proximité des côtes chinoises et russes, progrès dans la détection des sous-marins nucléaires et des missiles intercontinentaux mobiles de l'adversaire potentiel, etc. A l'inverse, l'état de décrépitude de l'arsenal nucléaire russe serait alarmant. Au-delà de leur forte réduction quantitative, les bombardiers ont été regroupés sur deux bases et sont ainsi vulnérables à une attaque soudaine, les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins restent à quai et 80 % des missiles intercontinentaux sont frappés d'obsolescence. Le système d'alerte avancée est dépassé et la couverture radar rencontre un énorme angle mort en direction du Pacifique. L'arsenal stratégique de la Chine, quant à lui, reste limité, car il est conçu pour et concentré sur un éventuel conflit à propos de Taiwan. Des deux sous-marins lanceurs d'engins dont disposait la marine chinoise, l'un a coulé et l'autre n'est plus en opération les bombardiers disponibles sont à moyen rayon d'action ; Pékin ne pourrait compter que sur 18 missiles intercontinentaux, fixes donc vulnérables. En bref, le rôle des défenses antimissiles serait de détruire les rares vecteurs russes et/ou chinois qui auraient pu échapper à la première frappe¹⁸.

- D'autres interrogations sont suscitées par la conclusion d'un accord de coopération nucléaire et spatiale entre les États-Unis et l'Inde, qui vient de passer l'obstacle du Congrès américain. New Delhi établira une liste de ses sites nucléaires en distinguant

¹⁸ Keir A. Lieber et Daryl G. Press, « The Rise of U.S. Nuclear Primacy », *Foreign Affairs*, mars-avril 2006, suivi d'un débat dans le numéro de septembre-octobre de la même année. Les États-Unis disposent de tout ce qu'il faut pour combattre les « États-voyous ». A noter que dans le cas du système en construction au Japon, les Pac-3 ne protégeraient qu'à l'intérieur d'un rayon de 15 km autour des batteries. Les auteurs n'affirment pas que les États-Unis comptent enclencher une première frappe, mais qu'ils veulent en avoir la capacité.

les installations civiles et celles de nature militaire. Ces dernières ne seraient soumises à aucun contrôle, alors que les sites civils seraient ouverts aux inspecteurs de l'AIEA, dans le cadre du Protocole additionnel. L'Inde s'engage à proroger son moratoire sur les essais nucléaires, à renforcer la sécurité de son arsenal nucléaire et à ne pas transférer les techniques d'enrichissement et de retraitement à des pays qui n'en disposent pas. Les entreprises américaines sont autorisées à vendre des centrales nucléaires et des matières fissiles pour le civil. L'Inde pourra recevoir des États-Unis des techniques duales, ainsi que des matériaux et des équipements pour l'enrichissement de l'uranium et le retraitement du plutonium. Cet accord, on s'en doute, a été et demeure vivement discuté. D'une part, il contrevient à l'article premier du TNP qui interdit à un État doté de coopérer avec un pays non signataire dans des registres pouvant aider au développement de moyens militaires et il est certain qu'en fournissant des matières fissiles aux installations civiles de l'Inde, les États-Unis peuvent permettre à celle-ci de réserver une part plus importante des matières fissiles qu'elle produit à son programme militaire. Il est vrai qu'à l'inverse du Pakistan, l'Inde n'a pas été un État proliférateur et qu'il y a tout intérêt à intégrer au régime international de non-prolifération les États qui n'y sont pas parties, raison pour laquelle le directeur général de l'AIEA, M. Mohammed El Baradei, a apporté son soutien à l'accord. Des propositions alternatives pouvant favoriser cette intégration avaient été formulées par des experts, avant l'adoption du texte par le Congrès, mais elles n'ont pas été retenues. D'autres critiques soulignent que c'est là pain bénit pour les industriels du nucléaire, quelle que soit leur nationalité, et qu'en favorisant le développement de l'électronucléaire, les États-Unis peuvent chercher à annuler les projets gaziers et pétroliers que l'Inde poursuit avec l'Iran.

Plus importante encore est la signification stratégique de la question. Il est clair que, sans être appelée à disparaître, l'alliance inégale avec le Pakistan est abandonnée au profit d'un partenariat avec l'Inde. Islamabad pourrait s'estimer mal récompensée de sa fidélité et de sa récente participation à la « guerre globale contre le terrorisme ». Comme l'ont souligné tous les analystes, il est plus clair encore que le gouvernement américain cherche à faire de l'Inde un « contrepoids » face à la Chine, ce qui pourrait, cette fois pour de bon, enclencher une course aux armements en Asie. Qui plus est, l'accord est révélateur de la conception qu'a l'administration Bush de la lutte contre la prolifération nucléaire. Pour elle, le régime international est par définition biaisé parce qu'il n'établit pas de distinctions entre les « bons acteurs » et les

« voyous ». Ces derniers n'ont cessé de violer les dispositions du traité et ils continueront de le faire. Les armements nucléaires ne sont pas dangereux en eux-mêmes, ce qui est déterminant, c'est la nature des systèmes politiques. L'action efficace consistera à renverser les États formant l'« axe du mal » – on retrouve là l'Iran et la Corée du Nord, avec lesquels on ne saurait discuter – et à former une ligue internationale des démocraties¹⁹.

– Il va de soi que le juge en la matière seront les États-Unis d'Amérique et non pas la communauté internationale qui, comme l'on sait, est paralysée par le droit de veto de la Russie et de la Chine. Or, le passé n'est guère rassurant, puisque par exemple les ambitions nucléaires du shah d'Iran furent considérées comme légitimes et que la condamnation, pour des raisons religieuses, de l'arme atomique par l'ayatollah Khomeiny n'a jamais été prise en compte. Plus grave encore, si l'on considère que l'arsenal indien est vertueux parce que l'Inde est la « plus grande démocratie du monde » et qu'elle devient un partenaire privilégié des EU, il n'y a aucune raison de se limiter à elle. Le 19 septembre 2006, Gamal Mubarak, dont on dit qu'il succédera à son père, a annoncé que l'Égypte pourrait être tentée de se lancer dans un ambitieux programme nucléaire. N'est-elle pas un « allié stratégique » des États-Unis, à l'instar d'ailleurs de la Turquie ou de l'Arabie séoudite ? L'Australie, démocratie parlementaire et alliée constante s'il en est, a indiqué, par la voix de son gouvernement, qu'elle était intéressée par le développement de capacités d'enrichissement, à des fins domestiques et pour ses exportations, le pays disposant de vastes réserves de minerai d'uranium. Il n'est pas certain qu'une telle perspective satisfasse l'Indonésie voisine. Plus préoccupante encore est la situation du Japon, que l'on peut considérer comme une puissance virtuellement dotée de l'arme nucléaire. D'une part, avec l'achèvement de l'usine de retraitement de Rokkasho dans la préfecture d'Aomori, il maîtrise le cycle entier de l'atome. Son parc compte 55 réacteurs, fournissant 29 % de la consommation nationale d'électricité, avec deux autres en construction et dix au stade de la conception. Son stock de plutonium atteint 45 tonnes – soit près d'un cinquième du stock mondial ou l'équivalent de 5 000 bombes du type de Hiroshima –, et on devrait atteindre les 145 tonnes en 2020, c'est-à-dire plus qu'aux États-Unis. S'agissant

¹⁹ Voir à ce propos les analyses de George Perkovich, par ailleurs auteur d'un *India's Nuclear Bomb*, University of California Press, Berkeley, 1999, pour le Carnegie Endowment for International Peace.

du programme de surgénérateurs, le prototype Monju, construit à Tsuruga dans la préfecture de Fukui, est arrêté depuis décembre 1995, suite à des fuites graves et des incidents sérieux, mais il a été décidé de le relancer dans les années à venir, cependant qu'un autre surgénérateur devrait être inauguré en 2030. Par ailleurs, Tokyo poursuit, comme l'Inde et la Chine, un programme spatial et dispose, avec la fusée H2A, d'un prototype de missile intercontinental, pouvant porter une charge de 5 tonnes²⁰.

Au début des années 1970, alors que la guerre en Indochine mettait à mal le protecteur américain, certains dirigeants japonais avaient fixé un objectif N-2, le pays devant être capable, si nécessaire, de se doter de l'arme nucléaire dans un délai de deux ans. On estime aujourd'hui que cinq mois suffiraient. Bien que la Constitution dispose, dans son article 9, que la nation renonce à la guerre comme moyen de règlement des différends internationaux et, partant, à tout armement, plusieurs responsables prétendent qu'elle n'interdit pas la détention de la bombe - Abe Shinzo, qui n'était pas encore Premier ministre, précisant « à condition qu'elle soit petite » - et que les trois interdits nucléaires n'ont aucune validité légale. En tout état de cause, une loi vient d'être adoptée qui autorise à ouvrir le processus de révision constitutionnelle. Le modèle indien intéresse Tokyo et la tension internationale autour de la « question coréenne » lui est utile. Non seulement celle-ci paraît justifier le bouclier antimissile de théâtre, mais il a été déclaré à diverses reprises qu'une frappe préventive contre la RPDC pouvait devenir nécessaire. Si certaines voix, au États-Unis, envisagent favorablement l'accession du Japon à l'arme nucléaire, elles ne sont pas pour l'instant majoritaires. Il est en effet vraisemblable que la Corée du Sud ne l'accepterait pas, que l'accord des six serait remis en cause, que la Chine en tirerait les conséquences, d'autant que Taiwan pourrait reprendre ses programmes. On voit mal ce que la démocratie et la paix auraient à y gagner.

- Un débat a été ouvert dans la revue « *American Interest* », repris par d'autres titres américains, sur l'Internet et, semble-t-il, dans les chancelleries, par la proposition d'Ivo Daalder et James Lindsay d'œuvrer à la constitution d'un « *concert des démocraties* », concert dont le premier modèle, fort peu démocratique pourtant,

²⁰ Cf. Gavan McCormack, *Client State, Japan in the American Embrace* (à paraître), Verso, Londres. On peut comparer les 45 tonnes de plutonium détenues par le Japon à la dizaine de kilos que la RPDC aurait extraite et au 0,7 gramme obtenu par les chercheurs curieux de la Corée du Sud.

fut la Sainte Alliance. En marge de l'ONU, où elles ont à côtoyer des pays peu fréquentables, où elles risquent d'être bloquées par le droit de veto et où les décisions efficaces s'enlisent, les démocraties doivent pouvoir se concerter et s'accorder, afin d'agir ensemble, y compris par le recours à la force, pas nécessairement avec le même engagement de tous et de la même manière par tous, mais en accord entre tous. Le G-7 ne le permet pas, qui est d'ailleurs devenu G-8. L'OTAN constitue une référence, mais quand bien même il est bizarrement présent en Afghanistan, il n'est pas universel et la vocation du concert ne peut être exclusivement militaire. Il importe pourtant que des pays comme le Japon, l'Australie, l'Inde, voire le Brésil et l'Afrique du Sud en fassent partie. En vérité, comme c'est souvent le cas, ces deux auteurs théorisent ce qui s'ébauche aujourd'hui. L'accord entre les États-Unis et l'Inde en est une étape, comme la volonté exprimée par Tokyo et Canberra d'engager un partenariat stratégique et militaire, partenariat que le Japon désire également établir avec l'Inde, alors que le récent voyage du Premier ministre Abe à Bruxelles et à Paris était destiné à préparer l'arrimage de l'alliance nippo-américaine au vaisseau OTAN.

C'est aussi dans ce cadre qu'il convient de replacer l'évolution sensible de la politique extérieure indienne. New Delhi est passée, peut-on penser, d'une diplomatie « morale » à un réalisme « décomplexé », et de surcroît conforme aux écrits de ses théoriciens des temps anciens. Plusieurs facteurs ont été déjà évoqués, dont le principal a été la disparition de l'URSS. Il conviendrait d'ajouter que la fin de la guerre froide a semblé donner le coup de grâce au mouvement des Non-Alignés, cependant que l'émergence d'une « classe moyenne » ouverte sur la « modernité » et en relations étroites avec la riche diaspora installée aux États-Unis, que la montée en puissance du BJP, que l'« ivresse du succès » entraînée par l'accélération de la croissance ont créé les conditions politiques et sociales de cet apparent revirement. Ont également joué les difficultés rencontrées au Cachemire par un gouvernement central alors à la fois plus faible et plus brutal, lesquelles ont débouché en 1990 sur un soulèvement. Islamabad l'a exploité en cherchant, vainement pour l'instant, à l'orienter vers le rattachement au Pakistan, en soutenant et infiltrant des groupes jihadistes, tandis que des attentats étaient perpétrés en Inde même. En bref, celle-ci était toute disposée à partager les préoccupations américaines d'après le 11 septembre et à participer à la lutte contre le terrorisme, qui avait le mérite supplémentaire de prendre le Pakistan à contre-pied.

- Le réalisme ne devrait cependant pas conduire l'Inde à contracter une alliance qui l'opposerait à la Chine et qui la

placerait en porte à faux dans ses relations avec les pays d'Asie du Sud-Est ou d'Asie méridionale. Elle entretient parallèlement des relations de confiance avec la Russie, qui demeure son premier fournisseur en armements et est exportatrice de centrales nucléaires. Elle s'intéresse aux républiques d'Asie centrale pour des raisons économiques et culturelles parfois fort anciennes, raisons qui la conduisent également à ne pas suivre la politique iranienne des États-Unis, ni d'ailleurs leur stratégie pour le « Grand Moyen-Orient ». S'il est vrai que le non-alignement de jadis a fait son temps, le mouvement des pays du Tiers-monde se renouvelle, à partir de l'Amérique latine. Or, la grande stratégie de l'Inde distingue trois cercles, celui du quasi-continent où elle ne veut la présence d'aucune puissance extérieure, celui de l'océan portant son nom, qui ne doit pas devenir une aire d'affrontement international, le vaste monde enfin dont elle a besoin pour son essor. En bref, à condition que sa voix porte et que son rang soit reconnu, l'Inde se retrouve dans certains des processus en cours que le discours sur la mondialisation et l'hyper-puissance américaine tend trop souvent à voiler, régionalisation, multipolarisation, en même temps que recherche de réponses collectives aux problèmes de la planète.

On ne peut cependant omettre la donnée que constitue le rapprochement marqué de l'Inde et d'Israël, donnée d'autant plus nouvelle que des relations diplomatiques n'avaient été établies qu'en février 1992²¹. Si, dans son immense diversité, l'Asie méridionale compte également des communautés juives et si Gandhi comme Nehru ont été sensibles à la situation que connaissaient les juifs en Occident – ils la rapprochaient de celle des intouchables –, l'Inde indépendante n'a pas voulu reconnaître l'État d'Israël, à sa création, dans laquelle elle retrouvait la colonisation dont elle avait été victime et la vision théocratique sur laquelle, à son corps défendant, se fondait le Pakistan. La reconnaissance *de jure* n'est intervenue qu'en 1950 et les relations officielles se limitèrent longtemps au consulat israélien de Bombay. Au sein du mouvement des Non-Alignés et dans les enceintes internationales, New Delhi s'est constamment prononcée en faveur de la création d'un État palestinien et a apporté à cette cause un soutien indéfectible. La date confirme que l'établissement des

²¹ Cf. Nicolas Blarel, *Inde et Israël, le rapprochement stratégique : pragmatisme et complémentarité*, L'Harmattan, Paris, 2007, et revue *Géoéconomie*, « Inde-Israël, la nouvelle alliance stratégique », n° 41, printemps 2007.

relations diplomatiques s'inscrit dans l'adaptation du pays aux bouleversements internationaux, mais aussi dans le processus de réformes devant desserrer la réglementation et libéraliser l'économie. Le rapprochement de ces dernières années reflète l'accélération de ce double processus et s'observe sur une série de plans. Les échanges commerciaux se sont rapidement développés, à partir d'un niveau très faible il est vrai, ainsi que la coopération dans les domaines de l'agriculture, des industries de pointe et du tourisme. C'est surtout à propos des armements que le décollage est remarquable, Israël devenant en quelques années le deuxième fournisseur de l'Inde, après la Russie, cependant qu'étaient lancés des projets de coproduction ou de co-développement. Pour Israël, il s'agissait de trouver un marché porteur pour son complexe militaro-industriel et, pour l'Inde, de surmonter les difficultés du sien, afin de franchir un certain nombre de seuils techniques. Cette coopération porte notamment sur le projet de missile longue portée Barak, les drones et la vente d'avions Phalcon, programme qui, en l'occurrence, consiste à équiper des cargos quadriréacteurs Iliouchine 76 de systèmes radar embarqués. Les États-Unis ont donné le feu vert à cette coopération militaire, alors qu'ils avaient imposé un terme à celle engagée entre Israël et la Chine. Enfin, les rencontres et visites politiques sont désormais fréquentes, avec notamment les voyages en Inde de Shimon Peres en 2002 et d'Ariel Sharon l'année suivante.

Le gouvernement indien n'a pas modifié sa position concernant les droits des Palestiniens et n'endosse pas la politique américaine au Moyen-Orient. Il se fait cependant discret, sa marge d'initiative et d'action restant d'ailleurs bien inférieure à celles des membres de ce que l'on appelle le Quartet. Parallèlement, une coopération que l'on dit une fois encore stratégique a été engagée avec les États-Unis et Israël contre les mouvements jihadistes et les réseaux intégristes musulmans. L'Inde est directement concernée, au Cachemire en particulier mais également du fait des attentats dont elle a été à plusieurs reprises victime. Y voir un engagement excessif, ne serait-ce que parce que les préoccupations de New Delhi sont partagées par bien d'autres capitales. Par contre, un retour au pouvoir du Bharatyia Janata Party pourrait donner une inflexion nettement plus belliqueuse et un accent de conflit de civilisations, d'autant que cette formation s'appuie sur la partie de la prétendue « classe moyenne » la plus fascinée par le modèle américain. La majorité actuelle, l'Alliance progressive unie (UPA) regroupant, autour du Congrès, des formations régionales et les partis communistes, reste plus attachée à la tradition d'indépendance

et de liberté d'action internationale. Sa base sociale est nettement plus populaire, plébéienne même, et intègre largement l'importante minorité musulmane.

On le voit, le régime international n'a pas été ébranlé par l'Asie, ni en termes de prolifération latérale ni par une course aux armements nucléaires ou, plus exactement, il dispose de principes et de procédures de contrôle capables de réguler les relations interétatiques en Asie et d'y interdire les réseaux sub-étatiques. Des interrogations demeurent, des tensions perdurent, des questions cruciales n'ont pas encore trouvé de solutions, bien que celles-ci existent, au moment où le continent semble emporté dans le tourbillon de la croissance économique et des mutations sociales. Les fragiles équilibres régionaux, et ceux de la planète, en sont affectés. Si céder à l'irénisme serait coupable, plaquer de force les expériences passées de l'Occident ou vouloir imposer la parallaxe des États nantis conduirait à l'impasse, voire à des conflits d'un type nouveau, a fortiori si on cherchait à provoquer de nouveaux alignements. Le TNP offre un cadre quasi universel et c'est en préservant son caractère multilatéral qu'il sera respecté et renforcé.